

# BU 2008 : le dégraissage !

## ***un effort inédit... pour réduire le budget des BU!***

Le budget de l'action "Bibliothèques et documentation" de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (programme "formations supérieures et recherche universitaire" - mission "Recherche et enseignement supérieur") est en baisse : il passe de 378 millions d'euros en 2007 à 350 en 2008 : 28 millions d'euros en moins (-7,4%)<sup>1</sup>.

Pourtant, le rapport de la Cour des comptes 2005 indiquait déjà les besoins chiffrés par la Sous Direction des Bibliothèques et de la Documentation pour que les BU françaises puissent combler leur retard sur leurs homologues européennes en terme de moyens : construction et rénovation de 700000 m<sup>2</sup> de locaux, création de 1 500 nouveaux emplois, doublement des crédits budgétaires)

De son côté, l'ADBU annonçait en juin 2007 qu'elle avait diffusé "aux tutelles et aux décideurs" un document intitulé "Sept propositions pour l'excellence documentaire" dans lequel elle "souhaite réaffirmer la place de la documentation dans l'université du XXI<sup>e</sup> siècle et contribuer à l'excellence des universités françaises dans le paysage international" (lire ici : [http://www.adbu.fr/article.php?id\\_article=319](http://www.adbu.fr/article.php?id_article=319) ). La 1<sup>ère</sup> proposition portait sur un "Alignement des dépenses documentaires par étudiant sur les standards des pays développés comparables" indiquant à titre d'exemple que le budget d'acquisition des BU espagnoles était 2 fois plus important que celui des BU françaises en 2004. C'était une proposition de bon sens.

Mais compte tenu de la décision finale inscrite au budget 2008 (-7,4%), il n'est pas besoin de mobiliser la DRH pour mesurer la performance de cette démarche. C'est regrettable. Et c'est peut être surprenant pour ceux qui croyaient que le discours sur "l'importance stratégique de la documentation" pour la recherche française était sincère... Ou encore pour ceux qui ont gobé la présentation idyllique du budget 2008 sous le slogan « Effort inédit pour le budget de l'Enseignement supérieur »! Effectivement, c'est un effort inédit... pour réduire le budget des BU!

## ***Extension des horaires d'ouverture : les étudiants vont pouvoir travailler plus pour réussir leurs études faire fonctionner les BU!***

On savait déjà qu'il n'y aurait aucune création de postes pour 2008 malgré les besoins chiffrés à 1500 nouveaux emplois. L'emploi-étudiant est seul désigné pour assurer les extensions d'horaires d'ouverture en lieu et place de professionnels titulaires.

Certes, on nous assure, la main sur le cœur, que « les étudiants ne remplacent pas les bibliothécaires ». Pourtant, ils sont recrutés pour former les étudiants, pour « Accueillir, orienter, informer » en salle de lecture, pour ranger les collections, etc. Il est quand même difficile de distinguer ce « job étudiant » avec les missions inscrites dans les statuts des corps des personnels des bibliothèques. La bibliothèque centrale de Paris 7 fonctionnerait déjà avec 28 emplois étudiants pour 25 titulaires. On peut tourner le problème dans tous les sens : en demandant des extensions d'horaires d'ouverture sans créer de postes statutaires, le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche remplace des professionnels par des étudiants, transforme des métiers en « job ».

---

<sup>1</sup> <http://www.performance-publique.gouv.fr/farandole/2008/pap/html/DBGPGMPRESPGMACTPGM150.htm>

Remplacer des professionnels par des étudiants au nom de la « proximité générationnelle » n'est porteur d'aucune efficacité supplémentaire : nos étudiants ont avant tout besoin de formateurs et de médiateurs compétents. Faire travailler les étudiants pour financer leurs études dans une bibliothèque n'est porteur d'aucune amélioration de leur réussite à l'université : le salariat étudiant est un facteur d'échec. Seule la mise en place d'une allocation d'autonomie permettrait à chaque étudiant de se consacrer entièrement à ses études sans devoir choisir entre la dépendance familiale et le salariat étudiant.

Dans un contexte où le gouvernement camoufle des réformes conservatrices derrière une frénésie de communication dont la duplicité se révèle chaque jour un peu plus, nous devons manifester notre désir d'une politique plus juste, plus solidaire, résolument tournée vers l'avenir et agir en conséquence.

Antoine Meylan.